

**Nora MCKEON, 2009, *The United Nations and Civil Society. Legitimizing Global Governance. Whose Voice?* Londres, Zed Books, 243 p.**

Mathieu Tremblay

Volume 42, Number 2, June 2011

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1005833ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1005833ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Tremblay, M. (2011). Review of [Nora MCKEON, 2009, *The United Nations and Civil Society. Legitimizing Global Governance. Whose Voice?* Londres, Zed Books, 243 p.] *Études internationales*, 42(2), 236–237.  
<https://doi.org/10.7202/1005833ar>

une plus grande diversité organisationnelle décentralisée.

Le livre sera utile pour les spécialistes, les diplomates, les fonctionnaires internationaux, les enseignants et les étudiants en relations internationales comme résumé et synthèse des efforts de réforme des Nations Unies des dernières années – il s’agit ici de l’ONU politique, excluant le système global et les agences spécialisées. Écrit clairement, il couvre systématiquement tous les aspects des principaux domaines d’action de l’ONU et de ses organes. Il contient en outre de nombreuses références bibliographiques.

Yves BEIGBEDER

*Ancien fonctionnaire de l’OMS  
Thonon-les-Bains, France*

**The United Nations and Civil Society.  
Legitimizing Global Governance.  
Whose Voice ?**

*Nora MCKEON, 2009, Londres,  
Zed Books, 243 p.*

L’un des principaux défis à la fois pour les théoriciens et pour les praticiens contemporains du droit international et des relations internationales consiste à pallier le déficit de légitimité dont les institutions de gouvernance internationales sont constamment accusées. Comme ces dernières interviennent dans la régulation internationale d’une multitude de domaines (sécurité, commerce, travail, alimentation, etc.), les sociétés civiles du monde entier réclament d’être davantage impliquées dans l’élaboration et la mise en œuvre des normes et programmes que ces institutions définissent.

Dans son ouvrage *The United Nations and Civil Society. Legitimizing Global Governance*, Nora McKeon

analyse en détail les relations entre les organisations de la société civile (OSC) – qui regroupent selon elle à la fois les ONG et les différents types de mouvements sociaux – et le système des Nations Unies. À cet effet, cette ancienne agente de liaison de la société civile à l’ONU propose d’étudier plus en profondeur l’évolution de cette relation au sein du Programme alimentaire mondial (PAM) et ses sommets mondiaux de l’alimentation du milieu des années 1990 jusqu’au début de la crise alimentaire de 2008. Par la suite, elle analyse les efforts internationaux pour mettre en œuvre les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), et plus précisément les approches adoptées pour impliquer la société civile dans leur réalisation. Enfin, McKeon passe en revue l’ensemble des pas franchis par les Nations Unies depuis le milieu des années 1990 en vue de réformer les règles, procédures et pratiques régissant ses relations avec la société civile, étapes qui ont culminé avec le rapport du panel de haut niveau indépendant afin de revoir les relations entre les Nations Unies et la société civile dans le cadre du projet de réforme de l’ONU lancé par l’ancien secrétaire général Kofi Annan.

Ce qui se dégage des recherches menées par l’auteure est un constat pour le moins mitigé. Si les Nations Unies ont effectivement ouvert la porte au dialogue avec la société civile au sein de ses diverses instances à partir des années 1990, elles ont échoué à faire passer cette relation d’un simple dialogue consultatif à une réelle intégration aux mécanismes de décision et de mise en œuvre politiques de l’Organisation. L’une des principales constatations de McKeon a trait à la discrimination dans l’accès des OSC aux mécanismes de dialogue des

Nations Unies. En effet, on remarque une préférence accordée à la participation des groupes d'affaires et des ONG professionnelles – dont les représentants ont souvent un profil similaire à celui des représentants des gouvernements – au détriment des mouvements sociaux, jugés trop marginaux et contestataires. Il en résulte évidemment une sous-représentation des voix de ceux qui sont véritablement affligés par les inégalités induites par la gouvernance globale actuelle et une certaine cooptation des élites du monde de la société civile travaillant pour diverses ONG influentes du Nord.

McKeon conclut néanmoins que le système des Nations Unies représente la meilleure institution pour approfondir l'inclusion de la société civile dans les institutions de gouvernance mondiale, et ainsi rehausser leur légitimité et autorité morale face aux populations. Elle y va donc de ses suggestions afin de « construire une gouvernance globale plus équitable et inclusive » : améliorer les processus de consultation, inclure davantage les mouvements sociaux (en particulier ceux du Sud), consulter davantage les OSC au niveau des délégations nationales, améliorer la communication entre les représentants de la société civile et les agents de liaison des institutions de gouvernance globale et assurer une meilleure consultation des populations de la part des membres des diverses ONG qui les représentent au sein des institutions internationales.

*The United Nations and Civil Society* constitue donc un ouvrage sérieux, bien documenté, et rédigé par un acteur de l'intérieur, ce qui lui confère une grande valeur à la fois pour les chercheurs et pour les praticiens des Relations internationales. La lecture peut s'avérer plus

ardue pour la personne non avertie en raison de l'utilisation de nombreux sigles liés au système des Nations Unies, notamment dans la partie sur le PAM. On regrette également le peu d'espace accordé aux différents débats théoriques en Relations internationales, dont cette recherche aurait pu expliciter davantage les implications. Il s'agit néanmoins d'une contribution qui saura intéresser particulièrement les chercheurs dont les travaux portent sur les institutions internationales, en particulier le système onusien, et ceux qui se spécialisent dans les nouveaux champs de recherche sur la société civile et les mouvements sociaux transnationaux.

Mathieu TREMBLAY

*Programme Paix et sécurité internationales  
HEI, Université Laval, Québec*

#### **ÉTUDES STRATÉGIQUES ET SÉCURITÉ**

#### **Arms Control and Cooperative Security**

*Jeffrey A. LARSEN et James J. WIRTZ  
(dir.), 2009, Boulder, CO, Lynne  
Rienner, 288 p.*

Dans la galaxie des nombreux ouvrages sur les questions liées à la maîtrise des armements et au désarmement, celui dirigé par Jeffrey A. Larsen et James J. Wirtz comporte une caractéristique notable : il est à la fois synthèse judicieuse et analyse didactique, le tout mâtiné de prospective pragmatique. S'il ne s'agit certes pas d'un objet novateur dans l'étude des Relations internationales, force est d'admettre que la maîtrise des armements et le désarmement ont souffert, jusqu'à ces derniers temps, d'une infortune dans l'ordre du jour international et qu'à ce titre un plaidoyer